

19
OCTOBRE
2010

LA MAURITANIE AU CARREFOUR DES MENACES RÉGIONALES

Laurence Aïda Ammour Consultante en sécurité internationale et défense.
Chercheur associé au CIDOB et à l'Institut d'Etudes
Politiques de Bordeaux

Le 18 juillet 2009 Mohamed Ould Abdelaziz dit «Aziz» est élu président de la République islamique de Mauritanie avec 52% des suffrages. Ayant pris le pouvoir après un putsch (6 août 2008) qui a valu au pays sanctions et suspension de l'aide étrangère, il a rapidement regagné la confiance de la communauté internationale. Chef du bataillon de la sécurité présidentielle pendant vingt ans et ancien élève de l'Académie militaire de Meknès, il connaît le système de l'intérieur. Il sait pouvoir compter sur une meilleure entente avec le royaume chérifien, ainsi que sur l'appui de ses bailleurs de fonds arabes et golfiens, européens et américain. La France et l'Espagne qui ont des intérêts économiques importants dans le pays, optent très tôt en faveur d'une réconciliation rapide avec le nouveau régime de Nouakchott.

En déclarant vouloir réformer l'ensemble des institutions, rétablir la légitimité de l'Etat, et fort du soutien tant politique que financier de ses partenaires étrangers, le nouveau président mauritanien cherche aujourd'hui à réhabiliter son pays en affichant une détermination politique et militaire sans précédent. Porté légalement au pouvoir sur la base d'un programme à coloration morale et sécuritaire, Aziz a décidé de s'attaquer aux défis de sécurité internes et régionaux.

Pays charnière entre les ensembles maghrébin et sub-saharien, la Mauritanie est confrontée depuis quelques années aux mêmes menaces sécuritaires que ses voisins. Située au croisement des échanges humains, commerciaux et religieux Sud-Nord, elle est également prise dans le maillage des flux criminels qui s'étendent du Golfe de Guinée à la Méditerranée.

Depuis peu son territoire est devenu à la fois le lieu de recrutement et la cible d'Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI). Trente à quarante Mauritaniens seraient passés par les camps d'AQMI en Algérie et dans le nord du Mali. Le pays a également subi de nombreuses pertes depuis 2005: sur quinze attaques menées dans le Sahara-Sahel, neuf ont eu lieu sur son sol. Ce pays et son armée sont particulièrement visés par les *katiba* de deux émirs algériens: Mokhtar Belmokhtar dit «Mr Marlboro» pour son implication dans le trafic de cigarettes, et l'intransigeant Abdelhamid Abou Zeid, auteur des récents enlèvements des employés d'Areva au Niger.

On sait les liens séculaires qui ont uni islam et les circuits commerciaux dont les confréries ont été les vecteurs. De ce fait, la diaspora commerçante maure qui déborde largement l'Afrique de l'Ouest possède des intérêts dans le commerce régional et international. C'est la domination tant économique que politique de cette communauté qui a orienté les choix iden-

titaires et stratégiques du pays vers le monde arabe. Depuis son indépendance en 1960, la Mauritanie a fait preuve d'un tropisme arabe marqué. Son rôle de pont entre le Maghreb et l'Afrique noire a été abandonné au profit du caractère maure et arabe du pays. Ceci a induit un déplacement de son centre de gravité géopolitique principalement vers le Maroc, le Golfe, l'Irak, l'Arabie saoudite et le Koweït et explique la prégnance des courants baathistes et nassériens au sein des cercles du pouvoir et de la communauté intellectuelle.

Un réorientation vers l'Afrique noire lui permettrait de rompre avec l'enclavement dont elle a longtemps pâti et de réactiver l'axe Maroc-Mauritanie-Sénégal. Elle pourrait retrouver ainsi son rôle de pivot entre ces deux aires de voisinage. Le projet de route côtière Tanger-Lagos via Nouakchott et Dakar, et sa participation à l'initiative «Zone atlantique sud»¹ marquent peut-être le début d'un retour à sa vocation africaine. Ce rééquilibrage aurait deux avantages: en replaçant le pays dans une configuration stratégique extravertie, il en ferait un relais méridional précieux pour les Européens et les Américains; en permettant une meilleure intégration dans l'espace régional, il repositionnerait la Mauritanie au carrefour des intérêts africains, méditerranéens, et atlantiques.

Depuis son indépendance en 1960, la Mauritanie a fait preuve d'un tropisme arabe marqué. Son rôle de pont entre le Maghreb et l'Afrique noire a été abandonné au profit du caractère maure et arabe du pays.

La conjugaison de données internationales et de facteurs internes expliquent pourquoi la Mauritanie fait face à des défis de sécurité inédits. Depuis son accession au pouvoir, Aziz a mis en route des chantiers sociaux et politiques cruciaux. Les questions sont primo de savoir si cette détermination durera ou si elle n'est qu'un effet d'annonce, et secundo si les moyens par lesquels le régime actuel entend résoudre les questions sécuritaires et sociétales seront à la hauteur des enjeux.

Il s'agit rien moins que de traiter simultanément : la corruption des élites et des acteurs économiques, les alliances entre tribus dominantes et réseaux de trafiquants, l'économie de rente criminelle, le sort des réfugiés et des populations serviles, la diffusion d'un islam importé risquant de favoriser la polarisation sociale, la radicalisation des groupes combattants qui menacent la stabilité du pays.

I. Les menaces régionales

Les répercussions régionales de la menace exercent une pression toujours plus forte sur la Mauritanie. Enclavée dans une

zone conflictuelle, sa stabilité dépend à la fois de l'apaisement des tensions entre pays de la région et des enjeux liés à la criminalité et au terrorisme islamiste.

La contrebande et les trafics

Nouakchott connue pour ses faibles taxes est le port de contrebande de produits licites qui partent vers le Maroc via Nouadhibou, pour Dakhla, Laâyoune et Tan-Tan où ils sont échangés avec les Sahraouis contre chameaux, chèvres, cigarettes ou denrées agricoles. Les cigarettes de contrebande sont aussi vendues au Sénégal, et en Algérie. Le Sahara occidental joue le rôle de centre de distribution régional pour toute l'Afrique du Nord, tandis que la Mauritanie est le *hub* d'entrée des cigarettes de contrebande.

Dans les années 80-90, l'expansion du trafic de cocaïne sud-américaine à partir de la Guinée-Bissau et du Cap vert, a conduit à une multiplication des routes de la drogue aussi bien par terre, par air que par mer. De Nouadhibou les cargaisons cachées dans des containers de poissons remontent vers le Maroc et l'Europe. La Mauritanie se trouvant sur les routes Sud-Nord du trafic de drogue, s'est peu à peu transformée en marché de gros de la cocaïne.

Compte-tenu de sa position géographique et du nombre restreint de postes-frontières dans le nord-est du pays (Chegatt, Lemgheity et Al Ghallawiya), le trafic d'armes légères s'effectue par

les frontières avec l'Algérie, le Mali et le Sahara occidental. Le Front Polisario est le pourvoyeur majeur d'armes illégales en direction et en provenance de la Mauritanie. Sa décomposition² et le gel du conflit saharien font que la zone de contact entre Sahara occidental et Mauritanie est devenue un espace lacunaire qui profite à certains éléments de cette organisation. Ils y pratiquent non seulement la contrebande d'armes, mais aussi le passage des migrants clandestins vers la côte atlantique puis vers le Maroc, ainsi que la contrebande de cigarettes. Selon le SCTIP³ de Nouakchott, les Sahraouis, bons connaisseurs de cette zone, sont capables de faire passer n'importe qui par le point appelé «PK55» au milieu du champ de mines censé séparer ces deux territoires. Zouérate, est un marché réputé dans toute la région pour ses caches et stocks d'armes.

Selon le rapport du Département mauritanien de la sécurité nationale de 2008, 70.000 armes seraient en circulation dans le pays, et ce nombre ne ferait qu'augmenter avec la prolifération des activités criminelles.

1. Il s'agit d'une enceinte de coopération pourvue d'une triple dimension africaine, européenne et latino-américaine, impulsée à Rabat en août 2009, incluant plusieurs pays riverains de l'Atlantique, du Maroc au Nigeria. Ses objectifs sont l'intégration économique de cet espace, la promotion de la sécurité collective et la mise en œuvre de mesures communes contre la criminalité transnationale et la piraterie.

2. Voir Laurence Ammour, « A qui profite le gel du conflit du Sahara occidental? », (« The Western Sahara Frozen Conflict: Who Benefits? »), Research Paper, no. 30, novembre 2006, Collège de Défense de l'Otan, Rome.
3. Service de Coopération Technique Internationale de Police (France).

La menace terroriste

L'attentat contre l'ambassade de France de Nouakchott le 8 août 2009 confirme l'augmentation du niveau de violence et atteste que le pays est bien devenu à la fois le territoire de recrutement et la cible des salafistes. Ce mode d'action n'avait jamais été utilisé en Mauritanie.

La sécurité nationale et la défense du territoire sont les priorités d'Aziz. Il veut que la société mauritanienne demeure «ce qu'elle a toujours été, paisible et tolérante». En pointant la menace terroriste jusqu'ici considérée comme un phénomène marginal dont les manifestations violentes étaient qualifiées d'actes isolés, il brise un autre tabou. Sa politique a deux motivations: jouer le rôle d'interface entre Maroc et Sénégal, afin de combattre la criminalité en s'interposant clairement sur l'axe des flux de drogue et de migrants; redéployer le pays vers son voisinage sahélien immédiat qui sert de base de repli aux islamistes comme le montre l'intervention militaire de septembre dernier, première initiative armée d'un Etat saharo-sahélien contre les groupes combattants.

Depuis la diminution du nombre d'attentats en Algérie, on constate la multiplication des enlèvements au sud du Sahara, devenu le nouveau front des djihadistes. Face à la pression croissante de ces groupes sur le pays, Nouakchott a décidé de faire appel à l'aide étrangère en matière d'équipements et de formation.

Dans les faits, dès 1994, la Mauritanie adhère au Dialogue méditerranéen de l'OTAN, un forum où sont débattues les questions de sécurité. En 2002 elle s'associe à un certain nombre de programmes militaires américains: la *Pan-Sahel Initiative* devenu depuis 2005 le *Trans Saharan Counter Terrorism Initiative*, et participe aux exercices *Fintlock* dont le dernier s'est déroulé le 21 avril 2010 au Burkina Faso. En 2004, les forces spéciales américaines assurent la formation du premier bataillon mauritanien de commandos parachutistes.

En octobre 2009, Aziz reçoit la visite d'experts militaires français suivie par celle du chef d'état-major des armées, Jean-Louis Georgelin. L'état des lieux de la situation sécuritaire abouti à la vente d'équipements militaires. La France décide de contribuer au renforcement des capacités de l'armée par une assistance principalement technique et de renseignement: envoi d'instructeurs français des Forces spéciales stationnés à Nouakchott et à l'École interarmes d'Atar (qui interviennent actuellement pour le cas des otages kidnappés au Niger), détachement militaire opérationnel (DAMO) et Commandement des opérations spéciales pour l'entraînement du bataillon parachutiste.

Quatre Compagnies spéciales d'intervention (CSI) sillonnent désormais la région nord-est aux confins de l'Algérie et du Mali, et parcourent le triangle Lemgheity-AlGahllawiya-Tourine, des localités où l'armée mauritanienne avait essuyé des

pertes humaines à trois reprises (juin 2005, décembre 2007 et septembre 2008).

En juin 2010 la construction de 45 postes de contrôle sur les frontières sud, nord-est et nord, est décidée. Sur 4.500 km de frontières il n'est pas sûr que cette mesure dissuade contrebandiers, trafiquants, passeurs et djihadistes. Dans un pays de culture nomade où la circulation des personnes se fait sur un mode coutumier, c'est la première fois qu'un gouvernement envisage de contrôler les frontières nationales et de procéder à la sécurisation du territoire, attribut important de l'Etat-nation. Ce dispositif s'accompagne de l'obligation faite à tous les étrangers de présenter un cachet officiel d'entrée sur le sol mauritanien. Enfin, avec la collaboration d'une société française, de nouvelles cartes d'identité mauritaniennes électroniques seront bientôt délivrées.

Toutes ces mesures s'accompagnent d'une pédagogie présidentielle en direction de l'opinion publique. En août 2010, dans un discours à la nation, Aziz explicite son programme de lutte contre le terrorisme, réaffirme son opposition au paiement de rançons et rappelle les pertes subies par l'armée depuis 2007. Rompant avec les précédents dirigeants qui ont

Le Front Polisario est le pourvoyeur majeur d'armes illégales en direction et en provenance de la Mauritanie. Sa décomposition et le gel du conflit saharien font que la zone de contact entre Sahara occidental et Mauritanie est devenue un espace lacunaire qui profite à certains éléments de cette organisation

toujours préféré éviter l'affrontement direct avec AQMI, Aziz veut convaincre les Mauritaniens du bien-fondé de sa stratégie sécuritaire et des actions militaires récentes et futures, afin de les préparer à la perspective d'une guerre dont il faudra accepter les conséquences

II. Obstacles à la construction d'un espace commun de sécurité

La coopération anti-terroriste entre pays frontaliers (Algérie, Mali, Niger, Mauritanie, Libye) reste à ce jour éclatée et ponctuée de désaccords. Caractérisée par une méfiance réciproque qui grève l'édification d'une véritable politique de sécurité commune, elle se distingue par des stratégies nationales parallèles, parfois contradictoires, qui peuvent s'avérer contre-productives. Confronté à la recrudescence des attaques et des enlèvements, chaque pays de la région réagit selon sa perception de la menace, en fonction de ses intérêts de politique intérieure, avec des capacités militaires inégales et en ordre dispersé. L'accélération des événements récents n'a fait que confirmer l'absence d'une approche intégrée et coordonnée. Au contraire, les divergences apparaissent plus aiguës, les suspicions plus profondes, chacun se renvoyant la responsabilité de l'aggravation de l'insécurité.

L'enlèvement des trois humanitaires espagnols le 29 novembre 2009 sur la route Nouakchott-Nouadhibou prouve que les activistes pénètrent en territoire mauritanien. Leur libération au nord du Burkina Faso par l'entremise d'un mauritanien (Moustapha Chafi) travaillant pour le président burkinabé, soulève un tollé dans les capitales de plusieurs pays lorsque court le bruit qu'une rançon a été payée par l'Espagne et que le malien Omar le Sahraoui, impliqué dans ce rapt, est extradé au Mali par Nouakchott en août 2010. Ceci provoque non seulement un échange vif entre Paris et Madrid, mais aussi l'indignation des autorités algériennes. La gestion de cette affaire a montré l'existence de divergences entre Européens dès lors que leurs propres ressortissants sont les victimes des groupes armés, et entre pays de la région dès lors que l'hégémonie algérienne est remise en cause.

Dans un pays de culture nomade où la circulation des personnes se fait sur un mode coutumier, c'est la première fois qu'un gouvernement envisage de contrôler les frontières nationales et de procéder à la sécurisation du territoire, attribut important de l'Etat-nation

Madrid, avec un dispositif recherche d'otages, est également mécontent de la décision unilatérale de Paris d'appuyer l'offensive armée mauritanienne de juillet dernier car elle risquait de mettre en péril la vie des deux otages espagnols encore détenus. Alger voit d'un très mauvais œil la présence de troupes étrangères au sud de ses frontières, l'organisation de la lutte contre le terrorisme devant rester sa prérogative. Quant à Amadou Toumani Touré, il refuse d'envisager l'option militaire alors même que les capacités militaires du Mali sont supérieures à celles de la Mauritanie.

L'imbroglie continue ces dernières semaines. En effet la seconde opération mauritanienne de septembre 2010 destinée à prévenir une attaque contre la garnison de Bassikounou, à l'Est, amène les patrouilles mobiles mauritaniennes à pénétrer au nord-Mali. Ceci provoque la colère de Bamako qui y voit une violation de son territoire (malgré le droit de poursuite officiellement en vigueur), alors même que c'est l'armée mauritanienne qui sécurise la région de Tombouctou. L'Algérie critique ce qu'elle considère comme une décision unilatérale de Aziz, et provoque une mini-crise diplomatique entre Alger et Nouakchott. Parallèlement, en reprenant récemment la vieille idée (1968) d'une route Tindouf-Choum, l'Algérie cherche à s'assurer une pénétration du territoire mauritanien.

L'autorisation accordée par le Niger au Commandement français des opérations spéciales (COS) pour intervenir sur son sol après l'enlèvement de plusieurs employés de la société Areva, n'est pas du goût des autorités algériennes qui l'interprètent comme une ingérence étrangère dans des pays souverains, responsables de la gestion des questions sécuritaires.

Le projet de coopération anti-terroriste coordonnée à l'échelle régionale, sorte de complexe de sécurité auquel l'Algérie vou-

draît également associer le Nigeria, le Tchad, la Libye et le Burkina Faso, est pour le moins fragile: contre l'avis des autres pays-membres le Maroc en est d'office exclu par Alger, tandis qu'au même moment les tensions algéro-marocaines sur le Sahara occidental et la frontière commune montent d'un cran.

Depuis la réunion des chefs d'état-major du 13 avril 2010 à Alger, les dissensions n'ont fait que s'approfondir: la Mauritanie et l'Algérie accusent le Mali et le Burkina Faso⁴ de faire le jeu des Occidentaux, en particulier de la France, en référence à la nomination du général Emmanuel Beth, ancien directeur de la coopération de sécurité et de défense du Quai d'Orsay, comme ambassadeur de France à Ouagadougou.

Après plusieurs rencontres au niveau des ministres des affaires étrangères et des chefs d'état-major (2008-2010), un comité opérationnel conjoint entre l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger est créé à Tamanrasset en avril 2010. Cette nouvelle structure censée mettre en œuvre un plan de sécurité régionale, compte tripler ses effectifs d'ici à deux ans (de 25.000 actuellement à 75.000, dont 5.000 Touareg).

Face à l'escalade de la menace, une réunion d'urgence des chefs d'état-major des pays sahéliens se tient à Tamanrasset le 26 septembre dernier: il est décidé de mettre en place un Comité central du renseignement des pays saharo-sahéliens. Alger qui se sent exclue des initiatives prises par ses voisins avec l'appui de leurs partenaires européens, craint que les dernières opérations ne viennent bouleverser la configuration géopolitique dans la région et ne freinent sa course au leadership sécuritaire.

La rencontre de Bamako le 13 octobre qui rassemblait experts du groupe d'action anti-terroriste (CTAG) et représentants des pays de la région, dont le Maroc, a été déclinée par l'Algérie qui, excédée par la présence de son voisin, s'oppose à toute prise de décision conjointe avec les pays occidentaux en matière de sécurité régionale. Là encore, sont apparues des divergences de taille dans l'évaluation de la menace et dans les réponses à celle-ci: le Mali a proposé de former une armée commune aux pays de la région, tandis que la Mauritanie a réitéré son approche plus offensive de frappes directes sur les groupes armés où qu'ils soient, sous-entendu même sur les territoires des pays voisins.

L'insécurité est probablement appelée à s'aggraver, la nature de la menace à se complexifier, depuis que les dissensions entre *katiba* rivales ont atteint leur paroxysme: pour preuve l'assassinat du beau-frère de Mokhtar Benmokhtar par les hommes de Abou Zeid.

4. Après la récente visite de Blaise Compaoré à l'US Africa Command (AFRICOM) à Stuttgart, l'installation d'un second état-major financé par les Américains au Burkina Faso est planifiée.

III. Questions pour l'avenir

Malgré des ressources naturelles conséquentes⁵, la Mauritanie est très dépendante de l'aide internationale. Le PIB par habitant n'est que de 840 dollars, 40% des citoyens sont des urbains, les populations rurales ayant été poussées dans les villes par des sécheresses à répétition. Près de la moitié des 3 millions d'habitants n'a pas accès à l'eau potable. Le pays vit sous la menace permanente de l'insécurité alimentaire: plus de 300.000 personnes souffrent de malnutrition et le pays doit importer 65 à 80 % de ses besoins en céréales.

Certes, plusieurs tabous ont été levés de manière décomplexée et frontale. Il faudra également une bonne dose de réalisme pour parvenir à résoudre certaines questions dont la maîtrise impliquera un bouleversement sociétal considérable, une transformation radicale des mœurs politiques, ainsi qu'une refonte des mécanismes de fonctionnement du système économique.

1. Sur le plan économique et social:

- sortir du système clientéliste et abandonner le mode de gouvernement par cooptation tribale;
- en finir avec l'opacité qui entoure l'attribution des marchés de distribution des hydrocarbures et éviter que le pétrole n'aiguise les rivalités entre groupes de pouvoir pour s'accaparer les revenus de son exploitation;
- en tournant le dos à son sud, la Mauritanie n'a fait que diluer son identité africaine dans une arabité qui n'a profité qu'aux Maures. Elle a ainsi créé une rupture non seulement au sein de sa société, mais aussi au sein de son espace régional en se coupant de son voisinage ouest-africain. C'est pourquoi la résolution des questions raciales et ethniques doit aller de pair avec l'arrimage du pays dans le continuum culturel et stratégique que représente la zone atlantique de l'Afrique. Aussi il faudra aller jusqu'au bout de la logique de réinsertion des réfugiés, en les indemnisant et en leur restituant terres et biens; briser le tabou de l'esclavage et de la servitude déguisée et régler la question raciale par des mesures de justice sociale.

2. Sur le plan militaire et sécuritaire:

- s'investir de manière pro-active dans le dispositif sécuritaire régional et sub-régional, en associant étroitement opérations contre le terrorisme, les trafics et le banditisme armé. Les réseaux terroristes participent à la criminalité internationale et bénéficient grandement des trafics pour acquérir armements et équipements. C'est pourquoi, il ne peut y avoir de lutte anti-terroriste sans lutte globale contre toutes les formes de criminalité. Ces deux activités se nourrissant l'une de l'autre,

il existe une alliance objective entre crime organisé et terrorisme.

- les capacités militaires de la Mauritanie sont encore faibles: son budget de défense est de 35 millions d'euros. Ses forces armées comptent environ 17.000 hommes. La guerre asymétrique engagée contre les maquis salafistes implique de gros moyens logistiques mais aussi une formation spécifique et une rapidité que n'ont pas les troupes régulières. Face à des groupes mobiles et aguerris, disséminés sur une immense zone, qui ont des relations et des accointances aussi bien familiales que commerciales et des intérêts économiques communs avec les tribus et les autorités locales, les forces armées n'ont pas les moyens d'une victoire à la hauteur des objectifs déclarés. L'armée mauritanienne en a d'ailleurs payé plusieurs fois le prix.

La détermination proclamée à faire front aux défis économiques et de sécurité peut très bien aller de pair avec la continuation des anciennes logiques claniques

- reste aussi à savoir combien de temps l'opinion publique acceptera les pertes humaines au sein de l'armée et la mort de civils? Et comment éviter que la paupérisation de cette armée et les profondes inégalités qui la caractérisent ne continuent de faire des adeptes du salafisme chez certains hommes de troupe?

3. Sur le plan politique:

- la rhétorique populiste jouant sur la fibre patriotique, peut servir à ressouder la nation, à sécuriser l'espace national et à réhabiliter l'armée dont l'image est bien écornée après l'amnistie dont ont bénéficié les militaires responsables des exactions contre les négro-africains; mais elle ne fera pas l'économie du besoin de justice de la part des victimes. L'«autoritarisme démocratique» pourrait à la longue ne pas suffire à légitimer les nouveaux dirigeants.
- on peut aussi se demander si nous sommes en présence d'une réelle rupture avec le mode de gestion clientéliste habituel ou si d'autres recompositions politiques et économiques du même type ne vont pas réémerger autour du président.
- enfin, reste à savoir dans quelle mesure la nouvelle politique sécuritaire permettra de forger un véritable Etat-nation et de rompre avec l'image d'Etat fragile toujours accolée à la Mauritanie? Va-t-elle connaître des dérives autoritaires qui entameront la confiance que les Mauritaniens ont placé dans celui qu'ils appellent le «président des pauvres»?

Autant de questions posées auxquelles le régime actuel devra répondre sans tarder pour assurer sa pérennité, conserver la confiance des citoyens, garantir la cohésion sociale, et asseoir la stabilité et l'unité de la nation mauritanienne. La détermination proclamée à faire front aux défis économiques et de sécurité peut très bien aller de pair avec la continuation des anciennes logiques claniques. Elle n'implique pas nécessairement une meilleure gouvernance ou un développement plus équitable. C'est déjà le cas pour d'autres pays de la région.

5. Le minerai de fer dont les gisements sont estimés à 200 millions de tonnes est la plus importante source de revenus mauritanienne (94,9%) et le pays est le 13ème producteur de fer au monde; la pêche dont les recettes d'exportation ont rapporté 190 millions de dollars (132,8 millions d'euros) pour les 7 premiers mois de 2009, soit +30% par rapport à 2008; les hydrocarbures dont l'exploitation reste décevante. Bien que les gisements soient estimés à 950 millions de barils, les revenus ne représentent aujourd'hui que 5% du budget de l'Etat car, pour des raisons techniques, la production du gisement de Chinguetti a baissé de 65.000b/j en février 2006 à 17.000 b/j fin 2008.